



Mission régionale d'autorité environnementale

**BRETAGNE**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale de BRETAGNE  
après examen au cas par cas sur le zonage  
d'assainissement des eaux pluviales  
de la commune de Plouhinec (56)**

n° MRAe 2017-005001

**Décision du 19 juillet 2017**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement**

La présidente de la mission régionale d'Autorité environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) de la région Bretagne ;

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17-II et R. 122-18 ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD ;

Vu les arrêtés ministériels du 12 mai et 19 décembre 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 5 janvier 2017 portant délégation pour la mise en œuvre de l'article R. 122-18 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au **projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Plouhinec (Morbihan)** reçue le 30 mai 2017 ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste à définir :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ;

**Considérant que** le projet de zonage est conduit dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune lequel prévoit la densification de l'enveloppe urbaine et l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs (environ 25 ha) ;

**Considérant que** le projet de zonage prévoit de privilégier l'infiltration des eaux pluviales sur l'ensemble du territoire et, à défaut, la régulation suivie d'un rejet calibré (3l/s/ha) au réseau ;

**Considérant la localisation du projet** de zonage de la commune dont le territoire :

- fait partie intégrante de la communauté de communes de « Blavet Bellevue Ocean » et est inclus dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Lorient ;
- est situé à cheval sur les périmètres des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Blavet » et « Golfe du Morbihan et ria d'Etel » ;
- intercepte les périmètres des sites Natura 2000 liés au massif dunaire « Gâvres-Quiberon » et à la ria d'Etel ;
- est concerné par plusieurs sites de production conchylicole et de pêche à pied récréative ;
- comprend plusieurs sites de baignade ;
- est situé sur le périmètre de protection du captage d'eau potable de « Pont-Mouton » ;

**Considérant que** le projet de zonage privilégie l'infiltration des eaux pluviales ce qui permettra, dans la mesure du possible, d'éviter tout rejet direct au réseau et dans le milieu naturel ;

**Considérant que** le projet de zonage a tenu compte du périmètre de captage d'eau potable « Pont-Mouton » en excluant l'infiltration des eaux pluviales sur ce secteur ;

**Considérant que** les dysfonctionnements du réseau identifiés lors de l'élaboration du schéma directeur ont conduit la collectivité à mettre en œuvre ou à prescrire des travaux visant à les résoudre et à améliorer ainsi la gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales ;

**Considérant que** le PLU de la commune, en cours d'élaboration, est soumis à évaluation environnementale et qu'il apparaît dès lors préférable d'évaluer la gestion des eaux pluviales à ce niveau afin d'éviter une répétition de l'évaluation.

**Décide :**

**Article 1**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de Plouhinec est dispensé d'évaluation environnementale spécifique.** Cette évaluation devra être intégrée à celle du PLU en cours d'élaboration.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Cette décision, exonérant la personne publique responsable de la production d'une évaluation environnementale, est délivrée au regard des informations produites par celle-ci. Cette exonération peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des incidences ou une sensibilité particulière du milieu. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une évaluation environnementale ne dispense pas la personne publique responsable de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L. 110-1 du code de l'environnement, en particulier celui d'action préventive et de correction.

**Article 4**

La présente décision sera transmise à la personne publique responsable ainsi qu'au Préfet du département concerné. Par ailleurs, elle sera publiée sur le site Internet de la MRAe ([www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr)).

Fait à Rennes, le 19 juillet 2017

La Présidente de la MRAe de la région Bretagne

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Gadin', is written over a horizontal line.

Françoise GADBIN

## **Voies et délais de recours**

Les recours gracieux ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire en cas de décision imposant la réalisation d'une étude d'impact ou d'une évaluation environnementale.

Le recours administratif gracieux doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

### **Le recours gracieux doit être adressé à :**

Service d'appui technique à la mission régionale d'Autorité environnementale Bretagne (CoPrEv)  
Bâtiment l'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes cedex